



**Université
de Limoges**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES













**900 26 10-13 : Fourniture d'articles de bureau divisé
en 4 lots dont 3 réservés au sens de l'article L2113-
12-13 du code de la commande publique**

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 10 mars 2026 à 12:00

Université de Limoges
<http://www.unilim.fr>
Pôle de la commande publique
33 rue François Mitterrand
87032 LIMOGES

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	900 26 10-13 : Fourniture d'articles de bureau divisé en 4 lots dont 3 réservés au sens de l'article L2113-12-13 du code de la commande publique
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	4
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Défini par lot
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois reconductible 3 fois
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Contrats réservés.....	5
2.5 - Développement durable	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Présentation des variantes.....	8
5.3 - Echantillons, maquettes ou prototypes	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
8.2 - Procédures de recours.....	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

900 26 10-13 : Fourniture d'articles de bureau divisé en 4 lots dont 3 réservés au sens de l'article L2113-12-13 du code de la commande publique

Fourniture d'articles de bureau divisé en 4 lots dont 3 réservés au sens de L2113-12-13 du code de la commande publique

Lieu(x) d'exécution :

Tous les sites de l'Université de Limoges (dépt Haute Vienne, Creuse, Corrèze)
87000 Limoges

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre pour lot 1 sera attribué à un seul opérateur économique, les lots 2, 3 et 4 sont multi-attributaires voir modalités d'attribution à l'article 2.4 du présent RC.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	900 26 10 - Lot 1 - Articles de bureau et enveloppes Sont exclus : matériel informatique, matériel bureautique, mobilier, papier, consommables informatique et les articles concernés par les lots 2, 3 et 4 de la présente consultation.
2	900 26 11 - Lot 2 - Dateurs, timbres et tampons encreurs (lot réservé) Sont concernés par ce lot : les montures en plastique pour timbre caoutchouc, les dateurs bande caoutchouc encrage séparé, dateur monture plastique personnalisable, dateur monture métal standard, monture métal pour timbres caoutchouc, numéroteur automatique à molettes métal, multi-formules dateur, tampons encreur et porte timbres.
3	900 26 12 - Lot 3 - Boîtes à archives (lot réservé) Sont concernés par ce lot : boîtes à archives cartonnées toutes dimensions.
4	900 26 13 - Lot 4 - Chemises cartonnées (lot réservé) Les candidats listeront les produits qu'ils sont capables de fournir dans cette famille. Une liste sera arrêtée avec les titulaires retenus.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

NOTA : les lots 2,3 et 4 sont des lots réservés cf art 2-4

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
30192000-1	Fournitures de bureau

Lot(s)	Code principal	Description
1	30192000-1	Fournitures de bureau
2	30192150-7	Timbres dateurs
3	30193700-5	Boîte de rangement de dossiers
4	22852000-7	Chemises de classement

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire pour assurer la bonne exécution du contrat. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui devront répondre en tout point au CCP.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.4 - Contrats réservés

En vertu de l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique, les lots définis ci-dessous sont réservés aux entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail ou à des structures équivalentes, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Lot(s)	Désignation
2	900 26 11 - Lot 2 -Dateurs, timbres et tampons encreurs (lot réservé)
3	900 26 12 - Lot 3 - Boîte à archives (lot réservé)
4	900 26 13 - Lot 4 -Chemises cartonnées (lot réservé)

Chaque lot réservé sera multi-attributaires : 4 candidats seront retenus par lot.

Les 4 candidats retenus seront classés, en fonction de leur note finale attribuée au regard des critères de sélection. L'attribution du lot se fera annuellement en fonction du classement.

Le candidat ayant la meilleure note sera titulaire du marché pour la 1ère année, le second pour la 2ème année et ainsi de suite.

Dans les cas, où il ne serait pas possible de retenir 4 candidats :

- Si 3 candidats retenus : le 1er sera titulaire des deux premières années*, le 2nd de la troisième année et la 3ème de la quatrième année.
- Si 2 candidats retenus : le 1er sera titulaire des deux premières années* et le 2nd des deux autres années*.
- Si 1 candidat retenu : il sera titulaire des 4 années*.

*sous réserve du renouvellement annuel du marché par le pouvoir adjudicateur

Un acheteur ne peut réserver un marché ou un même lot à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13-1 du Code de la commande publique et aux opérateurs économiques mentionnés au premier alinéa de l'article L. 2113-14 du même code et qui ne satisfont pas à ces mêmes conditions.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Les actes d'engagement (AE) et leurs annexes (Bordereaux des prix)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe
- Le bordereau des prix (1 par lot)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales références au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Pour les lots 2, 3 et 4 : les candidats devront fournir les justificatifs d'agrément de leur établissement (contrat d'objectifs triennal, agrément préfectoral ...).	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Oui
Le bordereau des prix Le bordereau des prix sera sous format excel .xls non verrouillé. Une copie sous format .pdf pourra être fournie pour supporter la signature électronique	Oui
Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat et le suivi client... Dans ce mémoire, les candidats exposeront leur démarche en termes de protection de l'environnement. De plus, les candidats devront fournir dans le BPU le coût de la matière première et de la main d'œuvre sur les prestations fournies.	Non
La présentation de l'outil de commande en ligne avec les différents niveaux de validation. Un accès temporaire au site de commande en ligne sera proposé pour que le représentant du pouvoir adjudicateur puisse tester les différentes fonctionnalités. (outil de commande en ligne facultatif pour les lots 2, 3, et 4)	Non

5.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

5.3 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons, maquettes ou prototypes suivants :

Les échantillons sont demandés uniquement pour les lots 2, 3 et 4.

Lot n°2 : 1 tampon encreur, 1 tampon marqueur de texte à encrage automatique 3 lignes,

Lot n°3 : 1 boîte à archives dos 10 cm, 1 boîte à archives dos 15 cm

Lot n°4 : 1 chemise 220gr 2 rabats, 1 chemise à sangle, 1 chemise à élastique 3 rabats.

Les échantillons sont à envoyer à l'adresse suivante :

Université de Limoges

DAF – Pôle Politique Achats

33 rue François Mitterrand

87032 Limoges

Bien préciser sur l'envoi « **ECHANTILLONS POUR CONSULTATION 900 26 10-13** » Lot N°

Les échantillons seront payés aux différents candidats ayant remis une offre.

Pour cela, ils devront déposer une facture sur le portail CHORUS selon les modalités décrites à l'article..... La facture devra avoir pour libellé « échantillons pour consultation fourniture d'article de bureau lot n° ... »

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Université de Limoges
Pôle Politique Achats
33 rue François Mitterrand
87032 Limoges

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .zip / .pdf / .xls / .doc. Le candidat est invité à ne pas utiliser certains formats, notamment les «.exe», ni certains outils, notamment les «macros»

La signature électronique du contrat par l'attributaire est préconisée dans le cadre de cette consultation.

Si l'attributaire n'est pas en mesure de signer électroniquement, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

NOTA : le dépôt de l'offre sur plateforme des achats de l'Etat doit être effectué avant la date et l'heure limite de remise des offres. Nous vous conseillons vivement de ne pas attendre les dernières minutes pour déposer votre offre, merci d'anticiper.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°1

Critères	Pondération
1-Valeur technique de l'offre (précision des réponses, qualité du dossier, mémoire technique, outil de commande en ligne...)	30.0 %
2-Prix	30.0 %
3-Délais et organisation des livraisons	10.0 %
4-Relation client	10.0 %
5-Performances en matière de protection de l'environnement	20.0 %

Pour les lots n°2, 3, 4

Critères	Pondération
1-Valeur technique de l'offre (précision des réponses, qualité du dossier, mémoire technique, outil de commande en ligne...)	30.0 %
2-Prix (l'écart type ne devra pas être supérieur à 50% du prix moyen pour que l'offre soit retenue)	30.0 %
3-Délais, organisation des livraisons et relation client	10.0 %
4-Part de la main d'œuvre sur les prestations fournies	10.0 %
5-Performances en matière de protection de l'environnement	20.0 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.unilim.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Limoges
1 cours Vergniaud
87000 LIMOGES

Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://limoges.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Limoges
1 cours Vergniaud
87000 LIMOGES

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal administratif de Limoges
1 cours Vergniaud
87000 LIMOGES